

tre, George Muir, un vieil ami que je connaissais longtemps avant que lui ou moi ne venions à la Chambre, de qui je puis dire simplement qu'il était un gentilhomme et un homme gentil. Il me manquera beaucoup. Je me réjouis cependant qu'un nouveau membre de notre parti, le député de Spadina (M. Ryan), siège maintenant à mes côtés.

Il y a tant de choses à dire, sur les questions touchant à sa province, au pays, au monde même. Même dans le débat sur le discours du trône, il est difficile de s'en tenir au caractère général des questions et des problèmes comme cela doit être, sans que nos pensées glissent sur la grande crise que le pays connaît aujourd'hui. Nous vivons sans aucun doute des temps difficiles. Il est évident sans doute que nous Canadiens ne serons jamais plus les mêmes. Dans notre malheur, notre peine, notre angoisse, j'espère que nous rejeterons la suffisance et la sécurité que nous avons peut-être trop longtemps supposée et parfois même, je le crains, éloquemment proclamée.

Trop souvent, en jetant un regard sur ce qui se passe dans le monde, et en voyant les difficultés immenses et pénibles qu'on y affronte, il nous arrivait parfois, je crois, de penser que dans notre pays fortuné de telles choses n'arrivaient pas et que nous avions le bonheur de ne pas être comme les autres. Je cite un passage du discours du trône, prononcé peu avant les événements tragiques de Montréal:

De sorte que, malgré tout, le Canada jouit d'une stabilité sociale exceptionnelle.

Mais cette stabilité n'est pas uniquement attribuable à la chance. Chanceux, nous le sommes certes, mais nous devons aussi reconnaître que nous sommes plus raisonnables et plus sages que nous le pensons. La charge de notre héritage européen et la fascination de notre voisinage américain nous voilent la raison et la sagesse qui font du Canada une terre de liberté. Et il convient de le dire solennellement, le Canada est un haut lieu de la liberté dans le monde.

● (3.10 p.m.)

Le contentement de soi exprimé dans le discours du trône n'était pas le sentiment des seuls auteurs. Je crois que trop souvent les Canadiens l'éprouvent également. Cela nous apprendra, j'espère—si on veut bien me passer cette façon didactique de m'exprimer—à ne plus afficher vis-à-vis de nos voisins du Sud, les Américains, cette attitude qui révèle trop souvent un manque de compassion en même temps qu'une trop grande condescendance.

Une sorte de fièvre d'antiaméricanisme s'est emparée de nous dernièrement et nous n'avons pas su nous rendre compte que les grands problèmes d'ordre social, politique et économique qui se posent là-bas sont souvent, et même la plupart du temps, de la même catégorie que ceux qui nous sollicitent, nous et la plupart des gens respectables, dans les jours pénibles et difficiles que nous traversons. Peut-être pourrions-nous désormais, du moins pour un temps, être moins portés à la condescendance vis-à-vis de nos voisins du Sud et moins enclins à croire que notre façon de juger est supérieure à la leur, que les maux de leur société leur sont bien particuliers et que nous

sommes en quelque sorte heureusement immunisés contre eux. Je me suis souvent rendu compte que ce qui passe chez nous pour du grand patriotisme n'est souvent que de l'antiaméricanisme du genre le plus méprisable et le plus mesquin. C'est un sentiment qui n'a pas sa place dans un pays en pleine maturité, comme devrait l'être le Canada.

Bien des événements surviennent autour de nous qu'on aimerait commenter. Après de long mois d'attente, nous avons atteint une nouvelle étape de nos relations avec la République populaire de Chine. J'ai remarqué que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a insisté aux Nations Unies, l'autre jour, sur l'importance de la chose. Voici ce qu'il a notamment déclaré au cours d'une conférence de presse:

Je ne crois pas qu'il y ait eu cette année d'initiative aussi importante que cette décision du Canada d'établir de bonnes relations avec Pékin. Je n'en vois pas d'autre qui soit—plus de nature à faire progresser la question aux Nations Unies que celle que nous avons prise hier.

Voilà qui me laisse rêveur.

M. Ryan: Vous n'êtes pas le seul.

M. Macquarrie: Je ne suis pas intraitable. Il faut bien reconnaître un état de fait mais non adopter un point de vue fréquent dans la diplomatie américaine, selon lequel une reconnaissance juridique et diplomatique constitue également un geste d'approbation morale. Si nous adoptons cette attitude, le rôle de nos ambassades serait tant soit peu limité dans l'esprit de nombreux Canadiens. Mais, à ce sujet, deux questions me préoccupent. Les Canadiens ne devraient pas trop attendre de cette décision. N'allons pas croire que toutes les tensions, la lutte des grandes puissances et toutes nos inquiétudes disparaîtront du simple fait de rapports nouveaux établis entre le Canada et Pékin. Je me souviens de ce qui s'est passé lorsque Westminster et Pékin sont entrés en rapport et également lorsque Paris et Pékin se sont rapprochés. Je ne veux pas dire que ce rapprochement est néfaste mais plutôt que ce serait une erreur de laisser espérer aux Canadiens que des choses extraordinaires en découleront.

Un autre aspect me trouble. Il me semble que ce n'est pas de la diplomatie humaine, qu'on me permette l'expression, de rejeter Taïwan dans les ténèbres sur le plan diplomatique. N'aurait-il pas été aussi logique, tout en reconnaissant que Mao est effectivement le souverain de la République populaire de Chine—pour employer les vieux termes des sciences politiques,—de reconnaître en même temps la souveraineté effective des Chinois nationalistes sur Taïwan.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Pourquoi n'a-t-on pas fait d'effort—peut-être en a-t-on fait mais nous n'en avons jamais entendu parler—pour trouver le moyen de ne pas rejeter le gouvernement de Taïwan dans les limbes, sans association avec des États amis? Que peut-on espérer gagner en prenant des mesures pour isoler ce pays? A mon avis, il incombe au gouvernement canadien de songer, bien que Mao et Chiang Kai Shek aient cru en une seule Chine, de trouver une formule par laquelle Taïwan pourrait garder certaines associations avec les autres pays.